

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DE PLUS EN PLUS MOROSE

Croissance aléatoire

La contreperformance des indicateurs macroéconomiques a plombé la conjoncture, marquée surtout par un coup de froid sur la croissance.

Ce n'est pas tant le risque «Daech» que le retard de la pluie et la contreperformance de certains indicateurs macroéconomiques qui plombent la conjoncture. Une conjoncture mi-figue mi-raisin, marquée surtout par un coup de froid sur la croissance au deuxième trimestre de l'année en cours. Le Produit Intérieur Brut (PIB) n'ayant augmenté que de 2,3% contre 5% en 2013. Une situation qui s'explique, d'abord, selon le Haut Commissariat au Plan (HCP), par le recul du secteur agricole, dont le taux de croissance reste corrélé à celui du PIB. Taux qui n'a pas pu dépasser 2,6%, contre 20% lors du second semestre de l'année dernière.

Aléa climatique oblige. Ensuite, par le ralentissement des autres activités économiques. À commencer par le secteur industriel, dont la reprise se fait attendre. Quant au BTP, c'est un secteur qui, depuis deux ans, peine à sortir de l'ornière avec une croissance qui n'a guère dépassé 0,2%, cette année, contre une baisse de 1,3% l'année d'avant.

Si tout n'est pas rose pour certains secteurs, tout n'est pas sombre pour d'autres, y compris dans l'industrie. Ainsi, le secteur des phosphates est, à l'instar d'autres activités industrielles (l'agro-industrie, le raffinage et le matériel d'équipement), celui qui a connu un redressement non négligeable. Aussi bien la production des phosphates (5,8% de croissance à fin juin) que celle de ses dérivés (4,2%), ont connu un dynamisme certain par rapport à la même période de l'année précédente. L'évolution favorable des cours mondiaux



et la reprise de la demande étrangère y sont pour quelque chose. Parallèlement, l'automobile et l'aéronautique, segments industriels à vocation exportatrice, car fortement insérés dans les chaînes de valeur mondiales, n'en continuent pas moins sur leur lancée, contribuant en partie, par leur apport, à redresser le déséquilibre de la balance des paiements.

DOUBLE DÉPENDANCE

Déficit couvert, en partie, à 55% par les deux postes, en amélioration de 1,3 milliard de dirhams, que sont les recettes touristiques et les transferts des Marocains résidents à l'étranger (RME). L'autre partie du déficit a pu être assurée à la fois par les réserves extérieures et les dons et les sorties sur le marché financier international aussi bien de l'OCP (1,8 milliard de dollars) que du Trésor (1 milliard de d'euros). Plus que jamais le Maroc continue de recourir au financement étranger pour combler ses besoins de financement. Besoins

de financement auxquels l'épargne locale n'est pas en mesure de satisfaire. L'apport de l'épargne étrangère serait, au moins, plus bénéfique, s'il trouvait en priorité la voie à l'investissement. Ce qui n'est pas le cas.

LE SECTEUR DES PHOSPHATES RESTE L'UNE DES RARES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES QUI A CONNU UN NET REDRESSEMENT.

L'inscription en baisse, cette année, de l'investissement ainsi que le recul des dépenses de consommation des ménages ne peuvent qu'impacter négativement la croissance. Une croissance de plus en plus aléatoire et vulnérable, voire incertaine. Une croissance doublement dépendante de deux facteurs aussi peu maîtrisables l'un que l'autre: l'aléa climatique et le financement extérieur. La boucle est bouclée ■

SEDDIK MOUAFFAK